

autres, d'activités de consolidation de la paix menées au Guatemala, dans la région des Grands Lacs africains, au Moyen-Orient, au Mozambique, en Afrique du Sud, au Cambodge, en Bosnie, à Haïti et dans la Corne de l'Afrique. Les projets portent sur des activités aussi diverses que les enquêtes menées sur des violations des droits de la personne, l'information du public sur les techniques de règlement des conflits, la collecte et la destruction d'armes, ainsi que la formation des électeurs.

Un financement a aussi été accordé au titre de projets présentant un caractère plus mondial et administrés par les institutions des Nations unies, le Bureau du Haut représentant et le Centre canadien international L.B. Pearson pour la formation en maintien de la paix. Le Fonds a permis la création d'un fonds d'affectation spécial des Nations unies pour l'action préventive, grâce auquel le Secrétaire général des Nations unies peut envoyer des missions de médiation dans des régions où apparaissent rapidement des conflits; le Fonds a également permis la tenue de séminaires sur la réinsertion d'anciens combattants et la participation de délégués des pays les moins avancés (PMA) aux réunions préparatoires ayant mené à la création, en juillet 1998, de la Cour pénale internationale.

Une liste et une brève description de tous les projets soutenus par le Fonds figurent à l'annexe A du présent document.

Le Programme canadien de consolidation de la paix

Le ministère des Affaires étrangères administre le Programme canadien de consolidation de la paix, qui a pour objet d'appuyer l'Initiative canadienne de consolidation de la paix dans des domaines qui ne sont pas des priorités du Fonds de consolidation de la paix. Le Programme vise trois objectifs stratégiques : premièrement, par la recherche, l'élaboration de politiques, les consultations publiques et la formation, doter le Canada d'une capacité de consolidation de la paix, deuxièmement, renforcer les mécanismes multilatéraux de consolidation de la paix et, troisièmement, soutenir les projets catalyseurs de consolidation de la paix dans les pays, ou dans les domaines de politique, qui ne sont pas prioritaires pour l'Aide publique canadienne au développement (APD).

Parmi les activités soutenues par le Programme figurent le travail de recherche et la tenue d'ateliers qui

contribuent directement à l'élaboration de politiques dans les secteurs prioritaires; l'échange, entre les ONG canadiennes travaillant à la consolidation de la paix, des enseignements tirés des missions; la création de nouveaux réseaux internationaux de consolidation de la paix qui réunissent donateurs, ONG et organisations internationales; et, enfin, des initiatives destinées à promouvoir la consolidation de la paix dans les pays non admissibles à l'APD.

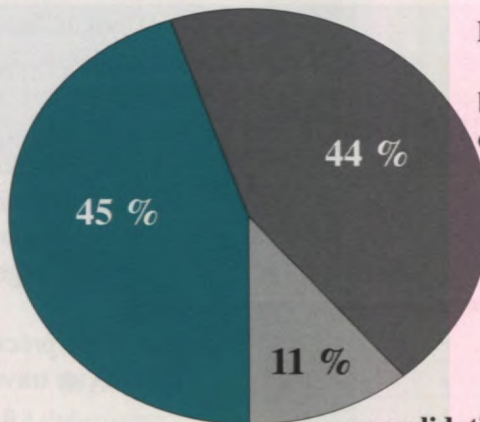
Ont notamment bénéficié d'un financement la Child Soldiers Coalition, la Banque canadienne de ressources pour la démocratie et les droits de la personne (CANADEM), un séminaire international traitant du renforcement des institutions régionales et des Nations unies pour la prévention des conflits, et des activités menées par les communautés chypriotes grecque et turque dans le but de régler le conflit.

L'annexe B décrit toutes les initiatives menées dans le cadre du Programme de consolidation de la paix.

Le Programme de consolidation de la paix

Projets regroupés par objectif stratégique

Bâtir des ressources canadiennes pour la consolidation de la paix



Renforcer les mécanismes bilatéraux de consolidation de la paix

Projets de consolidation de la paix non financés par l'APD

(De septembre 1997 à septembre 1998)